

Le vote « Front de gauche » : A l'appui des luttes et des constructions sociales alternatives

A lors que grandit la crainte du chômage, de la précarité, le rejet des licenciements des délocalisations et fermetures de sites, des gâchis d'argent public, la campagne du Front de gauche, pour les élections régionales, permettrait d'avancer réellement sur la proposition de sécuriser et développer l'emploi et la formation, mise en avant par le PCF et reprise par le Front de gauche. Ainsi, la création de Fonds publics régionaux, saisis par les salariés et leurs organisations dès les entreprises, permettrait de mobiliser l'argent public pour inciter à un autre crédit des banques, pour l'investissement réel et l'emploi, au lieu des gâchis actuels des cadeaux au patronat. Il s'agirait aussi d'une expansion nouvelle des services publics.

Les candidats pourraient s'engager à porter dans la campagne, ces propositions à l'appui des luttes dans les entreprises et les localités. Face au défi des délocalisations et de la mise en concurrence des territoires, l'idée de « bouclier social » du PS ne fait pas le poids. L'alternative à l'obsession d'attractivité : des FREF, Fonds régionaux pour l'emploi et la formation à l'appui des luttes, pour Sécuriser l'emploi, la formation et le revenu de chacune.

On viserait à promouvoir toutes les capacités humaines sur le territoire en développant les services publics et une démocratie participative et d'intervention. Il s'agirait de partir des besoins d'emploi, de formation et de revenus salariaux que font saillir les luttes concrètes, et les nécessités objectives (révolutions technologique, démographique et écologique). La sécurisation de l'emploi et de la formation est cruciale dans les régions pour servir de points d'appui aux luttes de résistance et de constructions alternatives face aux compressions d'emplois, aux efforts de flexicurité, d'attractivité spéculative, de délocalisation.

Ce serait un véritable bras de fer sur l'utilisation de l'argent des profits, des fonds publics et du crédit, et l'importance de changer la relation entreprises-banques pour répondre aux besoins populaires. **Pour cela, il faut établir une responsabilité sociale des groupes et des chefs d'entreprises.**

En conjuguant la protestation et la mise en avant d'exigences concrètes sur l'emploi, la formation, les salaires et la reconnaissance des qualifications avec des pouvoirs d'intervention des salariés sur l'utilisation de l'argent des profits, des fonds publics et du crédit dont pourrait disposer les entreprises.

Il faut changer les rapports formation-recherche-production dans les filières industrielles et de services :

Face au défi des délocalisations et de la mise en concurrence des territoires, il y a nécessité d'organiser les luttes pour de nouvelles coopérations entre groupes, PME, Universités et laboratoires de recherche.

On se doit de dénoncer, effectivement, le fiasco de la prétention à lutter contre les délocalisations par la baisse du coût salarial de l'emploi et le subventionnement des profits.

Et il s'agit de construire la riposte aux pôles de compétitivité,

entraînant des écremages d'activités et des concurrences destructrices par des luttes visant à promouvoir des pôles de coopération à prédominance publique et sociale, concernant les grandes entreprises les sous-traitants, les PME.

Les salariés et les militants de la Banque de France, de la Caisse des dépôts, de BNP-PB, du Crédit agricole... pourraient être mobilisés pour montrer les possibilités ouvertes par la création d'un FREF avec, en perspectives, la nécessité d'un pôle financier public et d'un service public du crédit, d'une autre politique de la Banque Centrale Européenne. Nous avançons l'exigence de Conférences régionales de sécurisation de l'emploi et de la formation, chargées de dresser un inventaire des besoins de création et conversion d'emploi et de mise en formation, de formuler des objectifs chiffrés et de décider des moyens à mobiliser pour financer leur réalisation. Cela se relierait à une expansion économique, sociale et culturelle et non de métropoles organisant la mise en concurrence pour l'attractivité des capitaux, comme par exemple le « Grand Paris ». On viserait le développement harmonieux écologique, social, économique, des régions, pour la culture, des nouvelles productions, l'emploi, la démocratie. **Tout cela appelle un grand essor des services publics et de nouveaux pouvoirs d'intervention et de concertation des salariés et des usagers.**

Il s'agit de mettre en valeur le caractère « carrefour » des services publics pour exiger et conquérir, avec des pouvoirs et des critères nouveaux, une maîtrise sociale des objectifs et des financements, en vue de répondre aux besoins populaires dans les Régions.

La sécurisation de l'emploi et de la formation sur le territoire avec la promotion de filières industrie-services et de pôles de coopération avec de véritables politiques industrielles et de services, ce serait l'assurance d'une croissance durable et aussi la base de ressources pour les services publics et les collectivités territoriales.

L'essor des services publics traditionnels (santé, éducation, logement social, transports...) et de nouveaux services publics (emploi-formation, crédit-monnaie, environnement, ainsi que petite enfance, personnes âgées...) c'est nécessaire pour sécuriser le développement d'activités pérennes en Région et pour une autre vie sociale. Cela exige des critères spécifiques de service public et des concertations-rapprochements entre salariés, usagers et élus, la promotion de solidarités nouvelles et de partages à l'opposé des concurrences destructrices. ■



Catherine Mills,
Commission Économie